



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
LIMITÉE

TD/B/51/L.6
14 octobre 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT
Cinquante et unième session
Genève, 4-15 octobre 2004
Point 8 c) de l'ordre du jour

EXAMEN DE LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DE SRI LANKA

Résumé du Président

1. L'examen de la politique d'investissement de Sri Lanka a eu lieu le 6 octobre 2004. La délégation sri-lankaise de haut niveau était dirigée par S. E. M. Arjuna Ranatunga, Vice-Ministre de l'industrie, du tourisme et de la promotion de l'investissement. Le Président du Conseil de l'investissement de Sri Lanka, M. Saliya Wickrasuriya, en faisait aussi partie.
2. Les principaux intervenants étaient les Ambassadeurs de la Chine, de l'Inde et de Singapour, le représentant du Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse et le chef adjoint de l'ambassade du Japon à Sri Lanka. Deux participants du secteur privé représentant l'un FDK Lanka Pvt Ltd – filiale établie à Colombo d'une société japonaise – et l'autre Galvao Gems (Suisse) ont exposé leurs points de vue sur les conditions d'investissement à Sri Lanka. Le représentant résident du PNUD à Sri Lanka a aussi participé à la réunion et a fait part des enseignements tirés du projet «Investir dans la paix», dont l'examen de la politique d'investissement avait été une composante. D'autres observations ont été formulées notamment par les représentants de l'Afghanistan, de l'Algérie, du Pérou, du Rwanda, du Venezuela et de la Confédération internationale des syndicats libres, par les coordonnateurs régionaux pour l'Afrique, l'Asie et la Chine, l'Amérique latine et les Caraïbes, les PMA et le Groupe des 77.

3. En présentant les principales conclusions de l'examen de la politique d'investissement de Sri Lanka, le représentant du secrétariat de la CNUCED a noté que l'IED, qui était influencé par les politiques économiques suivies, avait été négligeable jusqu'en 1977, date à laquelle une libéralisation partielle avait eu lieu dans le cadre de l'établissement de zones franches. L'IED avait augmenté pendant les années 90 en raison essentiellement du programme de privatisation. Au niveau régional, Sri Lanka avait des résultats comparables à ceux des pays de l'Asie du Sud, mais était distancée par les économies dynamiques d'Asie du Sud-Est. L'impact positif de l'IED n'avait pas été suffisamment profond à cause de la faiblesse générale des entrées de capitaux; en conséquence, la structure productive avait peu évolué depuis 1970. Sri Lanka avait la possibilité d'attirer davantage d'IED et d'en retirer des bénéfices accrus. Le Gouvernement donnerait suite aux recommandations formulées dans le cadre de l'examen de sa politique d'investissement, lesquelles portaient sur la modernisation du régime d'entrées des IED, la consolidation des fonctions principales du Conseil de l'investissement et la réforme de la fiscalité de l'investissement.

4. Le Vice-Ministre de l'industrie, du tourisme et de la promotion de l'investissement a remercié la CNUCED pour la qualité de son rapport et pour ses recommandations précieuses, qui pouvaient être appliquées dans le cadre des nouvelles orientations du Gouvernement visant à renforcer la politique économique, à accroître l'IED, à promouvoir les PME et à réduire la pauvreté. Sri Lanka restait ouverte au commerce et à l'investissement, qui étaient considérés comme des moyens d'atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté. La productivité du capital humain, la qualité des installations portuaires, la souplesse des procédures d'immigration à des fins commerciales et l'Accord de libre-échange conclu avec l'Inde étaient des facteurs qui attiraient l'IED dans le pays. Le Gouvernement appliquerait les recommandations formulées dans le cadre de l'examen de sa politique d'investissement, afin d'atteindre les objectifs de développement social et économique, et il comptait collaborer avec la CNUCED et le PNUD pour améliorer les conditions d'investissement, sous la forme d'un dialogue constructif dont il se félicitait.

5. La plupart des participants ont souligné l'importance de l'IED dans la promotion du développement du secteur privé, dans la création d'emplois, dans l'incitation au transfert et à la diffusion de technologie, dans la diversification des exportations et dans la réalisation

des objectifs de réduction de la pauvreté. Des délégations ont reconnu que les examens de la politique d'investissement menés par la CNUCED avaient aidé les pays en développement à améliorer les conditions d'investissement. Les participants se sont aussi félicités que cet examen soit mené selon des modalités constructives pour les pays souhaitant attirer l'IED. Des points de vue étaient échangés dans un cadre amical et les gouvernements de ces pays entendaient les observations formulées sur leur politique. Un hommage a été rendu à la CNUCED pour son rapport détaillé, équilibré et de qualité. De nombreux orateurs ont souligné qu'il importait de donner suite aux recommandations formulées et les assurances du Gouvernement sri-lankais en ce sens ont été saluées. De l'avis général, Sri Lanka pouvait faire mieux. Il était largement admis que ses principaux atouts étaient l'existence d'une main-d'œuvre capable d'être formée, de salaires relativement bas, d'incitations fiscales, d'une gouvernance généralement bonne (faiblesse de la corruption) et d'entreprises privées locales dynamiques. Ces atouts étaient renforcés par la mise en œuvre, depuis plus de 25 ans, de politiques d'ouverture des marchés qui avaient créé un environnement favorable aux entreprises et propice à l'investissement et à la croissance économique. Sri Lanka a aussi été félicitée des efforts qu'elle déployait pour se développer dans des circonstances difficiles. Le participant du secteur privé qui représentait l'entreprise suisse a souligné que Sri Lanka était bien placée pour attirer davantage d'investissements provenant de PME, conformément à la tendance mondiale actuelle. Toutefois, les PME craignant davantage les risques, elles étaient plus exigeantes en matière de stabilité et de fondamentaux.

6. Le participant du secteur privé qui représentait la société japonaise était enthousiaste au sujet des investissements de son entreprise à Sri Lanka. Attirée par une main-d'œuvre qui pouvait être formée et productive, cette société s'était implantée dans le pays en 1990 et avait multiplié plus de 10 fois sa production, ses investissements en capital et ses effectifs. Le représentant de l'entreprise suisse a souligné que le faible coût du travail et les qualifications élevées de la main-d'œuvre avaient amené sa société à s'implanter à Sri Lanka 10 ans auparavant. Toutefois, certains facteurs pouvaient aujourd'hui dissuader les investisseurs, en particulier la lourde bureaucratie, l'absence de coordination entre les ministères et les départements ainsi que la médiocrité de l'administration douanière. Il a cité une enquête de l'Organisation japonaise du commerce extérieur (JETRO) de novembre 2003, où étaient mises

en lumière certaines faiblesses, à savoir l'instabilité politique, la législation sur le travail, la lenteur du remboursement de la TVA et la mauvaise qualité des infrastructures.

7. Les représentants de la Chine, de l'Inde et de Singapour, pays qui avaient des relations économiques de plus en plus étroites avec Sri Lanka, étaient optimistes quant aux possibilités d'accroître le commerce et l'investissement, d'autant que Sri Lanka continuait de mener des réformes économiques. Ils étaient aussi convaincus que les accords de libre-échange conclus aideraient les entreprises à utiliser Sri Lanka comme base régionale d'exportation. L'Accord de libre-échange entre Sri Lanka et l'Inde, signé en 2000, avait déjà fait faire un bond à l'IED provenant d'Inde et, en fait, 40 % environ des investissements indiens dans les pays de l'ASACR étaient destinés à Sri Lanka. L'Inde et Sri Lanka poursuivraient leur coopération dans le cadre d'un accord de partenariat économique global (CEPA) qui porterait non seulement sur les marchandises, mais aussi sur l'investissement et les services.

8. Le représentant de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) s'est félicité de l'intégration des questions relatives au marché du travail dans l'examen de la politique d'investissement de Sri Lanka et soutenait dans une certaine mesure les recommandations formulées, notamment quant à l'opportunité d'établir une formule pour le calcul des indemnités de licenciement. L'approbation du Gouvernement devrait continuer d'être obligatoire pour les procédures de licenciement visant plus de 25 personnes. En outre, le Conseil de l'investissement devrait cesser de s'occuper des relations entre les partenaires sociaux, en particulier dans les zones franches. Il faudrait remédier rapidement et sérieusement aux pratiques et licenciements injustes, et le Gouvernement ne devrait pas affaiblir le droit syndical en acceptant les conseils de salariés dans les zones franches.

9. Le représentant résident du PNUD à Sri Lanka a fait part de son point de vue sur l'initiative «Investir dans la paix» à Sri Lanka, qui était une stratégie visant à redynamiser l'investissement privé pour promouvoir la consolidation de la paix. Parmi les principaux enseignements à tirer pour les pays sortant d'un conflit, il a souligné que les dirigeants du secteur privé s'efforçaient en général de résoudre les problèmes de manière pragmatique et étaient relativement peu rigides sur le plan idéologique. Les petites entreprises locales et les milieux d'affaires régionaux avaient été les premiers à participer au processus de consolidation de la paix. Un partenariat entre le secteur public et le secteur privé pouvait jouer un rôle fort et,

à Sri Lanka, le Ministère des PME s'était associé au projet d'alliance en faveur de la paix que les chambres de commerce régionales avaient lancé afin de faciliter l'obtention par les PME de crédits accessibles auprès des banques commerciales et de démarrer rapidement des projets à faible budget en renforçant les capacités du secteur de la construction dans les anciennes zones de conflit. Toutefois, à terme, l'initiative «Investir dans la paix» ne pouvait réussir sans des réformes courageuses de la réglementation car celle-ci devait être transparente, équitable et souple pour être compétitive. Les représentants de l'Afghanistan et du Rwanda ont jugé opportun de lancer une initiative de ce type dans leurs pays respectifs, qui venaient de sortir d'un conflit. Le représentant de l'Afghanistan a souligné que des réformes institutionnelles visant à rendre les conditions d'investissement plus prévisibles et transparentes avaient été menées dans son pays et qu'un examen de la politique d'investissement dans le cadre d'une initiative «Investir dans la paix» pourrait l'aider à poursuivre ses réformes et ses ajustements en vue d'attirer l'IED.

10. En conclusion, la Présidente a souligné que de nombreux représentants s'étaient félicités des engagements du Vice-Ministre d'appliquer les recommandations formulées dans le cadre de l'examen de la politique d'investissement et de les prendre pleinement en compte dans le processus de réforme. Elle a noté l'intérêt que des représentants avaient porté à l'initiative «Investir dans la paix». De nombreux pays, en particulier ceux qui sortaient d'un conflit, suivraient avec un grand intérêt l'évolution de cette initiative à Sri Lanka.

11. Le Vice-Ministre de l'industrie, du tourisme et de la promotion de l'investissement de Sri Lanka a conclu en remerciant les représentants des observations constructives qu'ils avaient formulées et de la solidarité dont ils avaient fait preuve dans le cadre des efforts que Sri Lanka continuait de déployer pour accomplir des progrès sur le plan économique. Il a aussi remercié la CNUCED et le PNUD de leur contribution précieuse et constante à la consolidation de la paix et à la reconstruction d'après-conflit. Il a attribué à la CNUCED le mérite de mener des études des conditions d'investissement au niveau national qui ne reposaient pas sur une approche unique et universelle. Enfin, il a souligné que le Gouvernement sri-lankais accordait la priorité à une intégration économique plus étroite avec les pays voisins.
